

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LES TROIS-D

Une campagne présidentielle a commencé par des insinuations contre le candidat du « juste milieu », brillant de tous ses feux, et contre celui du parti communiste auquel certains reprochent d'avoir embelli sa biographie. Ces deux chênes, point abattus pour autant, ne doivent pas cacher la forêt de nos problèmes et l'histoire qui avance en d'autres régions que l'Europe.

Les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ne retiennent guère notre attention que lors des journaux télévisés ou de quelques quêtes dominicales. Pourtant, le sort de la planète se joue sur ces continents.

Les pourcentages sont plus répétés que compris : un tiers de l'humanité bénéficie de 3 % du revenu mondial et les trois quarts, de 6,5 % de ce revenu. Ce Tiers-monde détient 80 % des matières premières existantes mais sa production industrielle est inférieure à 7 % de la production industrielle mondiale. Un chien, aux Etats-Unis, représente la même dépense alimentaire qu'un homme en Inde. Les pauvres de Mère Thérèse sont dépourvus des moyens de produire leur nourriture et de l'acheter. L'inflation, donc la hausse des prix qui s'accélère en Occident depuis 1973, aggrave l'endettement des pays sous-développés.

En 1955, Alfred Sauvy lance l'expression « Tiers-monde ». C'est l'année de la conférence de Bandung : 19 pays d'Afrique et d'Asie, comprenant la Chine populaire, affirment leur identité et leur puissance potentielle. Cette solidarité va donner naissance au principe du non-alignement, qui se confirmera à Belgrade (1961), puis, de conférence en conférence, sera discuté à La Havane (1979), en raison de l'influence soviétique sur Castro.

A l'origine, le Tiers-monde considérait avec la même méfiance « le Premier-monde », à savoir les U.S.A. et l'U.R.S.S. mais Moscou, pour des raisons plus géo-politiques qu'idéologiques, (V° Viêt-nam, Cuba, Angola...), a acquis des sympathies de plus en plus nombreuses parmi les Etats reconnus depuis les deux dernières décennies. Cette modification, à l'échelle internationale, du rapport des forces, peut se révéler beaucoup plus décisive que la lutte des classes en France.

L'imperialisme américain se trouve partout sur la défensive, malgré l'utilisation des multinationales qui, dans les pays sous-développés, exploitent matières premières et main-d'œuvre, pour vendre leurs produits finis, avec la meilleure marge bénéficiaire.

L'hégémonie soviétique, plus subtil, sait spectaculairement prendre l'offensive, en Afghanistan par exemple, mais, sous prétexte de faire échec au Président Carter, il s'aliène la bienveillance des non-alignés, en particulier des pays d'Islam.

Décolonisation, Développement, Défense des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, tels sont les trois axes des mutations en cours.

Les trois D concernant directement l'avenir des Français. Les candidats de 1981 devront le rappeler et proposer des solutions constructives, pour que ces changements vers plus de justice ne mettent en cause ni les intérêts légitimes à protéger, ni la paix mondiale.

Claude-Roland Souchet

DÉCOLONISATION

DÉVELOPPEMENT

DÉFENSE

DES

DROITS

DE

L'HOMME

JANVIER à MARS 1980

N° 115

PÉRIODIQUE — Numéro : 5 F

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2106

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LE SOCIALISME PERSONNALISTE L'UNION DES FORCES

Jean Pralong
Vice-Président

devant les scandales que nous constatons tous, qui éclaboussent nos dirigeants, en face de la montée du chômage, d'une inflation qu'un gouvernement est impuissant à maîtriser; devant une poussée constante de la vie chère, d'une politique d'austérité imposée aux travailleurs — cadres et manuels — alors que les multinationales continuent à distribuer des dividendes substantiels; en face d'une politique africaine et asiatique qui nous discrédite auprès des populations du Tiers-Monde; d'une course aux armements qui nous conduit droit à une troisième guerre mondiale... les forces populaires de ces pays seront-elles capables de se ressaisir, de cesser leurs querelles mesquines, de s'unir pour : la paix, le pain, la liberté, ... comme en 1936, au moment du Front Populaire, avant qu'il ne soit trop tard ?

En 1980, la situation est plus grave qu'en 1936. Deux révolutions manquées : 1936, 1944. Saurons-nous tenir compte des leçons de ces deux expériences, alors que nous avons la possibilité de créer une société nouvelle plus juste ? La Jeune République, parti politique qui représente le socialisme personnaliste, dont l'idéal est de réaliser une société nouvelle au service de la personne humaine, afin de permettre à l'individu de développer sa pleine personnalité dans le domaine civique, intellectuel, familial, doit avoir sa place au sein des forces populaires.

Nous crions que, si les forces de gauche, les partis politiques, les organisations syndicales ouvrières, les associations familiales, ne se ressaisissent pas, la victoire de la gauche est compromise en 1981 et pour plusieurs années.

LA JEUNE RÉPUBLIQUE a toujours pris parti pour le mouvement. Se réclamant de Marc Sangnier de du Silon, la Jeune République s'est sépa-

rée des démocrates chrétiens et du Parti Démocrate Populaire lors du Front Populaire.

LA JEUNE RÉPUBLIQUE a donné son adhésion au Front Populaire. Alors que le Parti Démocrate Populaire participera ensuite à des gouvernements de centre qui laisseront entraîner notre pays à Munich et à la guerre de 1939. C'était l'époque où des dirigeants catholiques osaient dire : « Plutôt Hitler que Blum ! ».

En donnant son adhésion au Front Populaire, LA JEUNE RÉPUBLIQUE a su défendre ses positions « spiritualistes », ainsi que cela est reconnu par les historiens, et empêcher que soit reprise par les gouvernements de Front Populaire, la guerre religieuse que certains voulaient rallumer.

En 1944, à la Libération, un parti se disant du centre, voulait réaliser ce noble idéal : « La révolution par la Loi ». Se laissant entraîner par une démagogie de droite, ce mouvement a disparu, ses dirigeants ou ses successeurs sont devenus des suppôts de la politique actuelle.

LA JEUNE RÉPUBLIQUE, en refusant les fusions, a peut-être perdu des postes politiques pour certains de ses militants, mais en voulant rester elle-même, conserver sa personnalité, elle a sauvé cet idéal et l'histoire lui rendra hommage, comme elle l'a déjà fait.

En donnant son adhésion à l'union des forces populaires, la Jeune-République n'oublie pas, comme à chaque tournant de l'histoire (Front Populaire, Résistance, Libération), cet idéal que lui a insufflé Marc Sangnier, son fondateur. La démocratie — le socialisme aujourd'hui — est le régime qui permet aux individus de prendre une part de plus en plus grande à la direction des affaires publiques.

« Tant qu'il y aura la monarchie dans l'usine, nous ne pourrions avoir la République ». La démocratie, au point de vue politique, c'est le régime qui demande le plus de forces morales.

Les organisations syndicales doivent avoir leur place dans l'union des

DANS POPULAIRES

forces populaires. Certes, l'organisation syndicale — dont le rôle primordial est la défense des travailleurs (intellectuels et manuels) quel que soit le régime politique — ne doit pas être une courroie de transmission du pouvoir.

Mais, en soi, l'anarcho-syndicalisme, l'apolitisme, ne sont pas une doctrine pour l'organisation syndicale ouvrière. Les confédérations syndicales ouvrières savent bien que des réformes sociales indispensables : défenses des libertés, syndicales et politiques, défense de la Sécurité Sociale, lutte contre le chômage, l'inflation, pour la réduction de la journée de travail, pour une réforme pour un enseignement démocratique, — et nous ne citons que ces réformes sociales — ne pourront être réalisées pleinement que dans un régime socialiste respectant la personne humaine : liberté de pensée, d'initiation dont les éléments sont à trouver, certes !

Qu'on se rappelle la fameuse controverse — avant 1914 — entre Marc Sangnier et Jules Guesde sur le rôle du syndicalisme dans la démocratie, le socialisme à réaliser.

Le syndicalisme, disait Marc Sangnier, « son rôle ne doit pas s'arrêter là. Il doit former les travailleurs, intellectuellement, professionnellement, pour qu'il remplisse sa mission dans la société de demain, dans laquelle le travailleur aura un grand rôle à jouer. »

Il ne faut pas que le travailleur oublie ses origines et risque de trahir sa classe. Le syndicalisme a le devoir de le lui rappeler.

Comme au lendemain de la Guerre de 1914-1918, lorsque la *JEUNE RÉPUBLIQUE* menait son combat pour le rapprochement des peuples avec les Congrès Démocratiques internationaux, nous devons reprendre la lutte pour la paix, pour la détente internationale, contre les blocs, contre l'armement nucléaire. Si nous avions une troisième guerre internationale c'en serait fini pour longtemps de la démocratie politique, économique, sociale, voire de toute civilisation.

UNE VOIE ÉCONOMIQUE VIABLE ET RESPONSABLE

Franck Taillandier

depuis sa fondation la *JEUNE RÉPUBLIQUE* a fortement influencé, sous l'impulsion de Marc Sangnier, la participation des travailleurs à la prise en charge réelle du fonctionnement et de la gestion des entreprises.

Si elle a toujours apporté son appui à la nationalisation des grands moyens de production et de commercialisation, c'est avec la pensée que même à ce niveau, les salariés devaient dans les divers échelons de responsabilités, prendre en charge aussi, les choix, et les décisions.

Nous en sommes loin aujourd'hui, et les acteurs de la base, ne voient pas de différences, entre le pouvoir patronal et le pouvoir d'Etat.

Par contre, depuis quelques années, et en raison de gestions parfois fantaisistes ou incohérentes, des travailleurs plus attachés à leur outil de travail que leur propriétaire, ont décidé ensemble d'assumer la totale responsabilité de leur entreprise.

En notre temps, ou « l'autogestion » n'est plus une utopie, il est réconfortant de constater que ce besoin d'être responsable, est de plus vivace. On ne peut prétendre que toutes les coopératives de production ou de commercialisation tiennent compte de cette participation de leurs propres salariés, sachons cependant qu'il en existe un certain nombre en France, dans lesquels les salariés devenus actionnaires, ont réellement le pouvoir de décision et d'orientation, l'exemple des « LIP » n'est plus à prouver, et le courage des ouvrières d'ESTRY en Normandie ne vient-il pas confirmer cette volonté ? Il y a un désir évident de tout salarié de sortir de sa situation actuelle, et ce n'est pas des « distributions » éventuelles d'actions qui peuvent modifier ce sentiment profond.

Oh ! bien sûr dans notre système économique, la forme SCOP n'est pas spécialement favorisée, et il est bien connu que ce n'est pas seulement sur des bras, de la volonté, et des compétences, que les organismes bancaires basent leur confiance.

Quand des personnes parient sur eux-mêmes et leurs familles collectivement, en y engageant même leurs propres indemnités de licenciement, cela ne mérite-t-il pas considération et appui sérieux ?

Même si au niveau du monde des affaires, les quelques centaines de SCOP ne

lui posent pas trop d'inquiétude, il n'en est pas moins vrai que quelque chose est changé dans la pensée du salarié, et que celui-ci s'interroge souvent maintenant sur la façon dont l'entreprise est gérée, notamment au plan des options, et aussi de certaines pratiques de frais généraux, auxquels on peut ajouter le gaspillage, faut-il citer aussi parfois le travail bâclé par un personnel sans espoir, ou écrasé dans sa conscience professionnelle, par des travaux ou des cadences trop fortes ? Le bâtiment pour sa part n'en n'est-il pas une preuve trop fréquente ?

Quand *LA JEUNE RÉPUBLIQUE* déclare que les travailleurs doivent devenir les maîtres de leur outil de travail, cela ne veut pas dire que toutes les entreprises doivent être mises sous contrôle de l'Etat, avec la lourdeur bureaucratique obligatoire, mais qu'au contraire la plus grande liberté, et les plus grandes initiatives soient garanties à ces collectifs, en vue de provoquer et développer leur créativité et leur dynamisme, bien entendu dans le cadre des choix de production.

Assurément la forme actuelle du syndicalisme née de la lutte qu'il a menée et mène encore pour prendre en charge le collectif salarié, contre la pression du pouvoir patronal ou directorial sera amenée à évoluer, mais il restera néanmoins un moyen d'écoute des sensibilités des personnes dans leur vie de travail ; il peut arriver en effet que sous des influences diverses, une décision collective en vienne à provoquer des situations de travail dommageables pour les personnes et même pour l'entreprise, c'est alors au syndicat d'exprimer ces questions et les réflexions qu'elles suscitent.

Il est vrai par ailleurs que la conscience des responsabilités ne s'impose pas, mais il est non moins vrai qu'un courant de pensée, et une impulsion dynamique sont les supports d'une prise de conscience collective. (Mais 1968 n'a-t-il pas été un signe à ce sujet) ?

Ce qui est certain aujourd'hui c'est qu'au milieu des inquiétudes et bouleversements de toutes natures, une espérance s'affirme en chaque salarié, celle qu'en dehors de tout totalitarisme et bureaucratisme il puisse se reconnaître Une Personne responsable au sein de son entreprise, et pouvoir y apporter avec les autres le meilleur de lui-même.

Certes, ce genre de révolution Non Violente n'est pas pour aujourd'hui, mais les choses sont engagées, et il convient de mener le combat dans ce sens, pour, comme le dit une vieille expression populaire : Le Pain, La Paix, La Liberté !

AVEC LES FORCES POPULAIRES

par Jacques-Paul Richard
Maire-adjoint du Mans

de 1936 au Programme Commun, la J.R. s'est toujours voulue solidaire des forces populaires. Actuellement, dans une France divisée électoralement par moitié, la gauche continue bien de représenter la majeure partie des masses laborieuses. Cependant, il n'est plus conforme à l'objectivité de créditer les partis de gauche de représenter toutes les forces populaires.

Certes, on peut dire que la droite a toujours eu ses serfs, ou simplement ses « suivistes », ses peureux abrités derrière les murailles de la bourgeoisie, voire des nerfs à ses créneaux. Est-il bien objectif de ne voir que ceux-là... petite clientèle... ce que des grévistes appelleraient les jaunes ? Nous pensons plus réaliste d'admettre que les partis de droite ont aussi, en 1980, une certaine assise populaire.

FORCES POPULAIRES : QUEL CONTENU ?

Ce contenu ne mérite-t-il pas d'être redéfini ? A quelles catégories de citoyens correspond-il en l'état de la France de 1980, où l'élan unitaire de 1977 est brisé ? Dans cette France, c'est un fait, la vie politique est monopolisée de plus en plus, par quatre grands partis, lesquels vivent certes des cotisations, mais combien plus à partir d'autres sources de financement, dont, fatalement, ils subissent les pressions. Ainsi le jeu échappe-t-il, plus ou moins largement, au peuple. Ceci est d'autant plus sensible que dans le même temps la crise a malheureusement opéré une forte démobilisation syndicale.

Les forces populaires ? pour savoir où elles sont, vraiment, en masse, ne faudrait-il pas en revenir à une question fondamentale, qui réponde non pas à quelque chose de circonstanciel et momentané ? Ne faudrait-il pas poser une question ayant trait à ce qui est longuement éprouvé, senti comme vital par l'espèce humaine ?

La question pourrait être : *pour vous qu'est-ce qu'un homme ?* Est-il une personne chargée de mission dans un environnement donné, pour contribuer à l'harmonie finale de l'ensemble ? Ou bien, suivant les modernes philosophes du

soupçon, l'homme n'est-il qu'une structure parmi d'autres, nées « du hasard et de la nécessité », un organisme qui prolifère comme un insecte ou un microbe, occupant la place qu'il peut ? Pour ce dernier, la norme est alors l'idéologie de la croissance par tous les moyens possibles. Selon la réponse, on définit deux mondes : celui de la fraternité, celui de la compli-

DANS L'AMBIANCE DE PRE-CAMPAGNE ELECTORALE ACTUELLE

Aucune question ne serait plus urgente à poser, mais qui la pose ? Giscard et Chirac sont trop occupés à s'épier, à se « marquer » l'un l'autre. Physiquement, Chirac a réussi à se débarrasser à peu près de son tic du menton. Moralement, avec ses quinze sous-marins nucléaires, c'est le même « coup de bouc ». Le « slalom » de Giscard dépend toujours du tire-fesse de la croissance. Tant qu'il y aura du monde sur les pistes et au radiocircus, « bah, ne gâchons pas le plaisir » semble-t-il penser.

Au P.S. au P.C., on s'ingénie à remuer des idées intéressantes et généreuses, on lutte, on ne ménage pas sa peine. Pourtant, au P.S. la grosse affaire est de savoir qui battra l'estrade, de Mitterrand ou de Rocard. L'un et l'autre semblent, avec des nuances, aussi solidaires de Hemu, donc du choix nucléaire. Or, nous savons que ce choix technologique est au fond, plus lourd de conséquences pratiques que tout choix purement politique.

Outre le même inconvénient, nettement aggravé côté P.C., (celui-ci vient de dire clairement qu'il a renoncé à la voie démocratique pour accéder au pouvoir), rien n'indique que le pouvoir soviétique, obsédé par l'encerclement, par les risques de contagion idéologique chez lui-même, et encore plus sur son glacis, permette jamais au P.C. d'accéder au pouvoir par la « révolution ». Celle-ci n'est donc qu'un mot de meeting. Il « fait » des adhérents pour que vive le Parti. Le P.C. ne veut donc que du pouvoir local. Celui-ci est primordial pour donner des objectifs con-

crets et occuper des troupes si dévouées et laborieuses. Et puis, quelle meilleure plate-forme pour attaquer un Etat qui se décharge scandaleusement sur les villes ? Mais, quoi ? Parti communiste ou parti communal ?

LE BLOCAGE

En réalité, tous les partis sont bloqués à un stade de leur évolution caractérisé par la rétention. Retenant leur propre avoir, ils invitent à retenir l'avoir. C'est l'incantation : pouvoir d'achat, niveau de vie, etc...

Pour que notre société accède à un stade où, psychologiquement, elle soit capable d'engendrer un avenir, elle ne peut plus se dispenser de répondre à cette question : l'homme existe-t-il en tant que personne investie d'une mission ?

Roger Garaudy aidera-t-il à des regroupements vrais ? Nous pensons que, dans notre pays, tel qu'il a été pétri par l'histoire, il n'est pas absolument utopique d'espérer qu'une bannière puisse se lever pour ceux qui, voulant engendrer un avenir pour le monde, au-delà de toutes les frontières, sont prêts à répondre oui à cette question, sans pour autant donner dans le panneau de l'état confessionnel. Ceux-là, pourvu qu'ils renoncent à se coucher sont, à quelque parti qu'ils appartiennent actuellement, les forces populaires que cherche la J.R. et dont elle veut — et a toujours voulu — se solidariser. Elle demeure essentiellement ancrée parmi la gauche traditionnelle parce que c'est là que s'observe de fait le plus d'interrogation et de générosité, le plus d'éveil, de souci de l'autre.

Mais, puisse la campagne entamée par Roger Garaudy amorcer enfin des regroupements politiques, en fonction de ce critère réel et durable de la conception de l'homme. Les regroupements porteurs d'avenir sont à ce prix.

Il est grand temps, avant que certains choix technologiques (celui, massif, du nucléaire en particulier) ne nous aient enfermés avec nos gardiens.

LA DÉMOCRATIE
EST
L'ORGANISATION
SOCIALE
QUI TEND A PORTER
AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE
ET LA RESPONSABILITÉ
CIVIQUE
DE CHACUN

Marc Sangnier

POUR UN ASSAINISSEMENT DE MŒURS POLITIQUES

par Gérard Brissé
Secrétaire Général adjoint

Un article dans La Croix du 10 février dernier consacré à notre revue, avec citation de l'éditorial de notre secrétaire général Claude-Roland Souchet; une mention semblable dans l'hebdomadaire Réforme; une tribune dans Le Monde du 26 janvier dernier sur le thème : Le socialisme pour quoi faire ? Notre communiqué reprochant l'intrusion des troupes soviétiques en Afghanistan dans Les Informations de ce jour du 15 janvier. Un rencontre très amicale avec l'équipe rédactionnelle de Témoignage chrétien; une nouvelle perspective d'émission à FR3...

La Jeune République esquisse une timide percée dans la presse et l'accueil qui lui est réservé, si modeste soit-il, nous encourage à persévérer. En dépit des moyens extrêmement limités dont nous disposons (ressources émanant exclusivement des cotisations des adhérents, sympathisants et abonnés au journal, pas de permanents, des animateurs nationaux engagés par ailleurs dans la vie professionnelle, coût toujours croissant des charges d'impression et de diffusion), nous pouvons espérer en particulier, grâce à l'action militante de nouveaux adhérents engagés dans notre Comité national d'action, faire entendre notre voix dans un monde politique en pleine mutation.

La Jeune République représente en effet, historiquement parlant, un courant non négligeable de l'opinion publique française, celui du socialisme personnel, c'est-à-dire un socialisme pour la personne et pour toutes les personnes. A une époque où les clichés traditionnels du socialisme sont, dans leurs applications pratiques, partout battus en brèche, voire contestés, la Jeune République offre, plus spécifiquement aux générations montantes, une alternative enrichie des positions et propositions à contre-courant des idées communément reçues ou admises que nous avons été amenés à afficher au fil des vingt dernières années (cf. notre manifeste de Bierville). Malheureusement, certains confrères, ceux-là mêmes qui nous connaissent le mieux, ne nous apportent pas toujours le concours que nous serions en droit d'attendre d'eux. C'est ainsi que,

lors de la programmation de l'émission J.-R. sur FR3 le 20 juin dernier, nous avons eu la désagréable surprise de voir substituer dans certains journaux la Jeune République par le club Initiative républicaine et socialiste de M. Léo Hamon, ancien ministre du Général De Gaulle. Plus récemment, notre confrère Etienne Borne, dans La Croix du 29 février dernier, évoque certes la Jeune République dans une tribune intitulée Pourquoi les démocrates chrétiens, mais c'est uniquement pour en parler au passé, parmi les groupements politiques de l'entre-deux-guerres, où « se retrouvaient les démocrates chrétiens ». Depuis il y a eu le MRP, puis à présent le CDS de Jean Lecanuet qui est présenté en quelque sorte comme le seul héritier spirituel de Marc Sangnier...

Même manœuvre dans Le Quotidien de Paris du 22 février où notre confrère Jean Yves Bouic présente le CDS comme affichant des « convictions humanistes, démocratiques et personalistes qui s'inspirent des valeurs de la démocratie chrétienne et du personalisme d'Emmanuel Mounier ». Il se livre à un historique de « la tradition démocrate chrétienne » où figure en bonne place Le Sillon de Marc Sangnier, lequel réclame sur le plan politique, écrit-il, « la représentation proportionnelle, le vote des femmes, l'usage du référendum, la décentralisation de la fonction publique, le pouvoir régional, la représentation économique et territoriale du Sénat »... La fondation de la Jeune République est citée en bonne place... mais son rôle s'efface, semble-t-il, à l'orée de la Seconde guerre mondiale. Son rôle irremplaçable dans la Résistance n'est même pas mentionné, pas plus que son activité ininterrompue depuis lors. Le défunt MRP est présenté comme le seul héritier du Sillon. Le relais a été pris à droite par le CDS et par des personnalités engagées dans différents partis comme Maurice Schumann, Marie Madeleine Dienesch, Pierre Bas et Jean Charbonnel; parmi les personnalités citées on retrouve pélemêle Edmond Michelet, Jean-Paul Palewski, Michel Habib Deloncle, Robert Buron, Jean Lecanuet, Jacques Duhamel, André Diligent, Jacques Barrot, Pierre Méhaignerie, Pierre Pflimlin, Alain Poher, Michel Debatisse !

A gauche, l'héritage spirituel et social

de la démocratie chrétienne et du MRP de la première heure s'est diffusé, selon la même source, à travers la CFDT, « Vie nouvelle », les mouvements associatifs (?), mais aussi le PS et le PSU ».

Et voilà comment on récrit l'Histoire !

Le « Quotidien » de M. Philippe Tesson n'est pourtant pas coutumier de telles entortilleries. Lui qui est d'ordinaire si friand d'objectivité, de rigueur et de défense de la liberté d'opinion... Nous ne lui ferons pas l'injure du procès d'intention; nous lui reprochons plus simplement d'avoir sans doute péché par ignorance ou omission...

Certes, la Jeune République a toujours répudié le vocable de « démocratie chrétienne ». A la Jeune République, parti laïc, on s'est toujours refusé à assumer le lourd héritage d'une regrettable confusion entre foi et politique. Rien n'empêche certes les croyants de se rassembler pour tenter de jeter les bases d'une métapolitique pour notre temps.

« Tout ce que peuvent faire les Chrétiens, écrivais-je dans Le Monde du 4 décembre 1977, c'est de se rassembler pour tenter de trouver une sorte de plus petit commun multiple qui soit la projection idéale, métapolitique, d'une société se rapprochant le plus possible de leurs convictions à la lumière de leur foi. Mais dès lors que cette société est structurée, organisée, le Chrétien adoptera à son égard une attitude permanente et phénoménologique de recul critique. Il doit prendre la mesure, selon les critères d'une saine rythmologie, du rapport existant entre des structures codifiables et codifiées, l'impact de la volonté humaine et des finalités qui nous échappent. Telle est la position, originale mais encore trop peu connue, du parti de la Jeune République, qui rassemble une majorité de militants d'origine et de conviction chrétiennes, mais qui répudie toute étiquette confessionnelle ou cléricale et se proclame laïc. Le refus catégorique et bénéfique de mêler foi et politique condamne donc sans appel toutes les tentatives des chrétiens dits « marxistes » toute tendance « démocrate chrétienne », toute velléité d'imposer un « ordre moral au nom de valeurs chrétiennes ».





En ce sens, nous sommes sans aucun doute beaucoup plus proches du Sillon de Marc Sangnier, que les mouvements qui s'affirment « chrétiens démocrates », voire « chrétiens marxistes ». Nous sommes même aujourd'hui, stricto sensu, les seuls héritiers spirituels du Sillon, et de La Démocratie. Et c'est aussi le seul héritage que nous revendiquons. Alors, qu'on nous le laisse, cet héritage... Nous demandons une fois pour toutes à nos chers confrères épris d'objectivité et de conscience professionnelle de nous réserver dans leurs colonnes la place qui nous est due. Pour dire vrai, nous ne réclamons que cela.

Si d'anciens militants ou sympathisants J.-R. — et ils sont plus nombreux qu'on ne le croit généralement — ont un jour rejoint, qui le gaullisme ou le RPR, qui le CDS, dont la finalité, quoi qu'on en dise, et pour respectable qu'elle soit, est différente, soit encore le Parti socialiste, voire le PSU ou d'autres, ils ont fait ce choix délibérément, librement, en fonction d'affinités qui n'appartiennent qu'à eux. Mais que l'on cesse une fois pour toutes de faire l'amalgame entre Le Sillon et d'autres formations politiques qui, historiquement ou dans le temps présent, ont une vocation très différente, même si d'anciens J.-R. militent dans leurs rangs. Aussi bien le PS assume-t-il l'héritage de Jaurès et de Blum, faute de quoi il n'est plus le PS, le PC, celui de Karl Marx, le RPR, celui de Charles de Gaulle, de même que l'UDF est sensé apporter son soutien à l'actuel Président de la République. Cela n'est a priori mis en doute par personne et il en est bien ainsi.

Une démocratie vivante ne peut fonctionner normalement que dans la pluralité des formations politiques, voire syndicales, et dans la clarté des options dont chacune d'elles se réclame. A la J.-R., nous ne revendiquons ni Jaurès, ni Marx ni même le centrisme de M. Lecanuet. Eviter de faire l'amalgame, c'est déjà contribuer à un effort d'assainissement dont nos mœurs politiques ont aujourd'hui le plus grand besoin.

LA
PERSONNE
C'EST
PLUS
QUE
L'INDIVIDU

BILLET DU PRÉSIDENT

ALERTE

SUR LES CONQUÊTES SOCIALES

Louis Perrin

Pouvoir en place mais à l'organisation des travailleurs.

Le Gouvernement ne remplissant pas son rôle, comme il le fait en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en prenant en charge la santé sur le budget de l'Etat; les travailleurs sont bien obligés de s'organiser afin de pallier cette carence. Plus un industriel va investir et se moderniser pour supprimer des salariés qui seront réduits au chômage, moins il va participer à alimenter le budget. Il faudra bien trouver une autre solution; il faudra l'inventer... le jour où, comme au Japon, et même chez Renault, 4 ou 5 ingénieurs en blouse blanche vont faire marcher toute une usine. Si l'on continue à « pomper » sur la main d'œuvre, les caisses seront vite vides !

Peut-on espérer, après les déclarations du Gouvernement, que, jusque après l'élection présidentielle, les caisses de la Sécurité Sociale seront pleines et qu'il n'y aura plus d'autres mesures contre les salariés ?

« imagination au Pouvoir ». Ce graffiti de Mai 1968 devrait inspirer les dirigeants en 1980. Avec le libéralisme intégral, nous reprenons la loi de la jungle. Du plan individuel au plan international, les tenants du capitalisme et de la société libérale n'ont rien inventé. Quoi de plus facile, pour remplir les caisses de la Sécurité Sociale que de pomper 1 % sur les retraites de cette Sécurité Sociale. Même si on l'admettait, comment admettre la ponction de 2% sur les retraites complémentaires ? La protestation est unanime car ces retraites complémentaires ne sont pas le fait du Gouvernement mais elles découlent toutes d'accords paritaires signés entre les organisations syndicales et les patrons. C'est donc un vol manifeste que de ponctionner ces retraites complémentaires. C'est la solution facile...

Une autre atteinte : c'est la déclaration de guerre aux mutuelles, en leur imposant une franchise de 5 % à 12 % sur le remboursement du ticket modérateur. Ces organisations n'appartiennent pas non plus aux hommes du

Je suis évidemment contre les mesures anti-sociales prises par le Gouvernement, notamment contre les ponctions de 2 % sur les retraites complémentaires et contre la franchise qu'il veut imposer aux Mutuelles (5 à 12 %).

L'ASSASSINAT DE MONSEIGNEUR ROMÉRO

L'archevêque des pauvres assassiné... La voix des sans voix. L'assassinat de Mgr ROMERO, archevêque de San Salvador, bouleverse l'opinion publique mondiale.

Ce prélat était le défenseur des opprimés et il demandait que cesse la répression...

Riposte fasciste ?... la découverte de bâtons de dynamite et de 60 morts dans la sacristie ! Six prêtres de son diocèse déjà assassinés depuis 1977.

Oscar ROMERO prêchait la non-violence.

« Eveiller la conscience des idolâtres de l'argent et du Pouvoir, telles furent les dernières prises de parole de l'archevêque martyr de San Salvador ».

QUEL FINANCEMENT POUR QUELS PARTIS POLITIQUES ?

beaucoup d'encre a déjà coulé sur le financement des partis politiques. L'initiative prôcée au gouvernement d'allouer aux principales formations des subsides de l'Etat — donc du contribuable — n'est sans doute pas faite pour assainir la situation.

Le projet en question vise en effet à accorder des subventions publiques aux partis justifiant déjà d'une représentation parlementaire substantielle. Autrement dit, on va encore renforcer par ce biais les grandes formations qui, de toute façon, trouveront d'une manière ou d'une autre les moyens de leur stratégie, alors que les petits mouvements qui constituent souvent d'indispensables forces de renouvellement, relais nécessaires entre le public et les institutions, végètent faute de trouver les moyens qui leur permettraient d'obtenir l'audience la plus large.

Ces dispositions, si elles étaient votées — et on ne voit pas pourquoi elles ne le seraient pas étant donné que les parlementaires électeurs en seront les principaux bénéficiaires — ne feront qu'accroître le fossé qui sépare des grands partis sclérosés, qui crévent justement de leur

vocation unitariste, jacobine et centralisatrice, et les petites formations, associations ou mouvements politiques jaillis spontanément de la « vox populi » ou représentant un courant d'idées historique, et qui permettent à la « France souterraine » de s'exprimer et de préparer la relève.

Ce sont ces formations modestes qu'il faudrait au contraire aider; et le meilleur moyen d'y parvenir serait en premier lieu de « moraliser » les campagnes électorales en donnant à tout citoyen — individu ou représentant d'un parti — qui se présente aux suffrages du peuple, *des moyens égaux* — à l'exclusion de tous autres — de s'exprimer et de diffuser son programme. Mais c'est aussi le mode de scrutin qu'il conviendrait de modifier dans le sens d'une proportionnelle intégrale, seul mode d'expression possible et concrète de tous les courants politiques.

L'initiative gouvernementale, si elle se réalise, sonnera à terme l'hallali d'une certaine forme de démocratie; les forces vives de la nation, n'étant plus en mesure de s'exprimer par le truchement légal des institutions républicaines, seront amenées à chercher des canaux parallèles d'expression et de manifestation publique de leur identité. C'est là un jeu dangereux mais inexorable auquel nous devons, pour notre part, être très attentifs.

Gérard Brissé

Dans notre courrier

VAL-D'OISE

C'est avec intérêt que je lis la Jeune République. J'y retrouve une partie de ce pour quoi j'ai vécu. Merci de me l'avoir envoyée. Je vous adresse un chèque de 50 F pour abonnement de soutien (...). Vous faites un travail qui me semble bon. Continuez. Il faut se préparer à faire, à concrétiser tant de vœux, de discours, d'idées lancées à travers livres et articles de presse car l'heure va bien venir de faire un nouveau bond en avant... Ainsi, qu'entend C.R. Souchet par masses organisées?... Salut fraternel.

M.B.

VAUCLUSE

Pourriez-vous me faire parvenir des renseignements sur votre Parti, notamment sur ses origines, sa doctrine, etc. Ceci s'inscrit dans le cadre d'un dossier que j'ai à réaliser sur les partis politiques.

J.M. V.

GIRONDE

Chers camarades, je souhaiterais recevoir des tracts du communiqué J.R. sur l'Afghanistan. Je suis très peu à Bordeaux mais je milite autant que je le peux.

FAITES ABONNER VOS AMIS A JEUNE - RÉPUBLIQUE

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....

Retournez donc **DÈS AUJOURD'HUI** ce bulletin-réponse à **JEUNE-RÉPUBLIQUE**, Villa n° 6 - 9, Bd Jean Mermoz - 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine) - accompagné du versement correspondant au C.C.P. : **PARIS 20.896-71** :

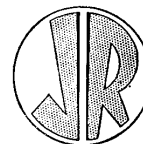
Vous lisez **JEUNE-RÉPUBLIQUE**. Vous voulez nous aider à le diffuser. Nous vous remercions de bien vouloir noter ci-dessous l'adresse des personnes de votre connaissance auxquelles nous adresserons **JEUNE-RÉPUBLIQUE**.

NOM et adresse (+ n° du département)

.....
.....
.....

La Jeune - République

a pris position...



LES JEUNES

La majorité d'entre les jeunes n'exercent pas la profession qu'ils avaient initialement choisie. Le chômage des jeunes tend à se généraliser. La compétition scolaire s'accroît... Seulement 13 % des jeunes réussissent leur « bac » à 17 ans et ont des chances sérieuses de réussite sociale.

ENSEIGNANTS

La Jeune République a soutenu la grève unitaire des enseignants du primaire et du secondaire — enseignants et personnels — SGEN, CFDT, SNES et SNEP (FEN) et SNET (CGT) et le SNC (autonome).

Le redéploiement et l'austérité restent la règle de conduite du Ministère : arrêt du recrutement.

Réemploi et titularisations ne sont pas prises en compte et de nouvelles menaces se font jour qui concernent l'ensemble des personnels y compris les titulaires. 4 600 maîtres auxiliaires n'ont toujours pas d'affectation.

IMMIGRÉS

Le 9 janvier 1980, le Conseil Constitutionnel a censuré la loi sur les immigrés dans la mesure où elle permettrait de priver un étranger de sa liberté pendant sept jours sous le contrôle d'un juge. Mais ce que le Conseil Constitutionnel interdit à la loi de faire..., le gouvernement le fait par simple Décret. Derrière cette querelle juridique, il y a des familles immigrées qui souffrent, en particulier celles des cités transit inhumaines qui attendent pendant des années d'être « relogées ».

FEMMES

La Jeune République souhaite que cessent enfin toutes les discriminations et toutes les disparités entre travailleurs et travailleuses. Le droit au travail des femmes et l'égalité de salaire à travail égal sont inscrits dans la Constitution mais l'égalité entre hommes et femmes devant le droit à l'emploi, condition d'une égalité plus réelle dans la société reste encore à obtenir.

Des Chiffres ?

Selon l'INSEE : En 1977, on comptait 39 % de femmes parmi les salariés et les femmes représentaient 48 % des « salariées de service » — 40 % des salariés du commerce — et 30 % des salariés des industries de transformation.

On trouve 50 % de femmes dans les « activités féminisées » et 67 % de femmes dans le secteur tertiaire.

Les femmes constituaient alors plus des trois quarts des personnes de service, près des deux tiers des employés, près de la moitié des cadres moyens, un peu plus du cinquième des ouvriers.

Les femmes sont plus fortement touchées par le chômage que les hommes : en 1978 : 1 356 166 demandeurs d'emplois dont 703 593 femmes, soit 51,88 %.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature